

3.4. Inrichtingen voor de fabricage van glas (gewoon en speciaal glas) met een jaarcapaciteit van meer dan 5000 ton..

3.5. Inrichtingen voor de fabricage van grove ceramiek, met name vuurvaste stenen, gresbuizen, sier- en bestratingsstenen en dakpannen.

4. Chemische industrie

4.1. Chemische inrichtingen voor de produktie van alkenen, alkeenderivaten, monomeren en polymeren.

4.2. Chemische inrichtingen voor de fabricage van organische tussenprodukten.

4.3. Inrichtingen voor de fabricage van anorganische chemische basisprodukten.

5. Afvalverwijdering

5.1. Inrichting voor de verwijdering van giftige en/of gevaarlijke afvalstoffen door verbranding.

5.2. Inrichtingen voor de behandeling van andere vaste en vloeibare afvalstoffen door verbranding.

6. Diverse industrieën

6.1. Inrichtingen voor de chemische fabricage van papierpap met een produktiecapaciteit van 25 000 ton of meer per jaar.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 9 december 1993 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte luchtverontreiniging.

Namen, 9 december 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

Bijlage II

MINIMUM LIJST VAN DE IN AANMERKING TE NEMEN VERONTREINIGENDE STOFFEN

1. Zwavel dioxyde en andere zwavelverbindingen.
2. Stikstofoxyden en andere stikstofverbindingen.
3. Koolmonoxyde.
4. Organische stoffen, met name koolwaterstoffen (met uitzondering van methaan).
5. Stof.
6. Zware metalen en verbindingen daarvan.
7. Asbest (zwevende deeltjes en vezels).
8. Glas- en rotsvezels.
9. Chloor en chloorverbindingen.
10. Fluor en fluorverbindingen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van 9 december 1993 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte verontreiniging.

Namen, 9 december 1993.

De Voorzitter van de Regering,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

9 DECEMBRE 1993

Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations d'incinération de déchets ménagers

Le Gouvernement wallon,

Vu le Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, approuvé par la loi du 2 décembre 1957, notamment les articles 100 et 235;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 89/369/CEE du 8 juin 1989 concernant la prévention de la pollution atmosphérique en provenance des installations nouvelles d'incinération des déchets municipaux;

Vu la Directive du Conseil des Communautés européennes 89/429/CEE du 21 juin 1989 concernant la réduction de la pollution atmosphérique en provenance des installations existantes d'incinération des déchets municipaux;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 1er;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1er. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° déchets ménagers : les déchets définis comme tels par le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;
- 2° valeur limite d'émission : la concentration et/ou la masse de substances polluantes à ne pas dépasser dans les émissions en provenance d'une installation d'incinération de déchets ménagers pendant une période donnée;
- 3° autorisations : les autorisations d'exploiter des installations d'élimination ou de valorisation par incinération de déchets ménagers délivrées en vertu du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;
- 4° autorité compétente : autorité chargée de délivrer les autorisations visées au 3°.
- 5° fonctionnaire technique : le fonctionnaire de la division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-sol, de l'Office régional wallon des Déchets ou de la Division des Pollutions industrielles, désigné par le Ministre ayant la Protection de l'Environnement dans ses attributions ou à défaut par le directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement;
- 6° installation d'incinération de déchets ménagers : tout équipement technique affecté au traitement des déchets ménagers par incinération, avec ou sans récupération de la chaleur de combustion produite, à l'exclusion des installations spécialement affectées à l'incinération des boues d'épuration, des déchets chimiques, toxiques et dangereux, des déchets provenant de l'activité médicale des établissements hospitaliers et autres déchets spéciaux, même si ces installations peuvent également incinérer des déchets ménagers, la présente définition couvrant le site, les aires de stockage et l'ensemble des lignes d'incinération comprenant l'incinérateur, ses systèmes d'alimentation en déchets, en combustibles et en air ainsi que les appareils et dispositifs pour le contrôle des opérations d'incinération, l'enregistrement et la surveillance en continu des conditions d'incinération;
- 7° installation nouvelle : une installation d'incinération de déchets ménagers dont l'autorisation d'exploitation a été ou est délivrée à partir du 1er décembre 1990;
- 8° installation existante : une installation d'incinération de déchets ménagers dont la première autorisation d'exploitation a été délivrée avant le 1er décembre 1990;
- 9° capacité nominale de l'installation d'incinération : la somme des capacités nominales d'incinération des fours qui composent l'installation, telles que prévues par le constructeur et confirmées par l'opérateur compte tenu en particulier du pouvoir calorifique des déchets, exprimée en quantité de déchets incinérés par heure;
- 10° Nm³ : mètre-cube dans des conditions normales N, à savoir les conditions de référence auxquelles doivent être rapportées les valeurs limites définies;

CHAPITRE II. — *Dispositions applicables*

aux installations nouvelles d'incinération de déchets ménagers

Section 1re — Principe

Art. 2. Outre ce qui est requis en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 1993 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles, toute installation nouvelle d'incinération de déchets ménagers est soumise aux conditions fixées par les articles 3 à 8 et 15 du présent arrêté.

Section 2. — Valeurs limites d'émission

Art. 3. Les valeurs limites d'émission indiquées ci-dessous, rapportées aux conditions suivantes : température de 273 kelvins (K), pression de 101,3 kilopascals (kPa), 11% d'oxygène ou 9% de dioxyde de carbone (CO₂), gaz sec, s'appliquent aux installations d'incinération de déchets ménagers.

Valeurs limites d'émission en mg/Nm^3 en fonction de la capacité nominale de l'installation d'incinération exprimée en tonnes par heure de déchets ménagers.

Capacité	inférieure à 1 tonne par heure	de 1 tonne par heure à moins de 3 tonnes par heure	3 tonnes par heure et plus
Polluant			
Poussières totales	200	100	30
Métaux lourds			
- Pb+Cr+Cu+Mn	—	5	5
- Ni+As	—	1	1
- Cd	—	0,2	0,2
- Hg	—	0,2	0,2
Acide chlorhy- drique (HCl)	250	100	50
Acide fluorhy- drique (HF)	—	4	2
Dioxyde de soufre (SO_2)	—	300	300

Pour ce qui concerne les installations d'une capacité nominale inférieure à 1 tonne par heure, les valeurs limites d'émission peuvent se référer à une teneur en oxygène de 17 %.

Dans ce cas, les valeurs de concentration ne peuvent excéder celles fixées pour les installations d'une capacité inférieure à une tonne par heure, divisées par 2,5.

Des valeurs limites d'émission pour des polluants autres que ceux prévus à l'alinéa 1er peuvent être fixées par l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, en raison de la composition des déchets à incinérer et des caractéristiques de l'installation d'incinération. Ces valeurs, en particulier pour les dioxines et les furanes seront fixées en tenant compte de la nocivité potentielle des polluants en question pour la santé humaine et l'environnement et des meilleures technologies disponibles pour autant que celles-ci soient viables d'un point de vue technique et économique dans le secteur industriel considéré.

Section 3. — Conditions de fonctionnement

Art. 4. § 1er. Toute installation d'incinération de déchets ménagers est conçue, équipée et exploitée de manière à ce que les gaz provenant de la combustion des déchets soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, et même dans les conditions les plus défavorables, à une température d'au moins 850 °C pendant au moins deux secondes, en présence d'au moins 6% d'oxygène.

Le niveau de température et la teneur en oxygène fixés sont des valeurs minimales à respecter en permanence lors du fonctionnement de l'installation.

§ 2. Lors de son fonctionnement, toute installation d'incinération de déchets ménagers doit respecter les conditions suivantes :

a) La concentration de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion ne doit pas dépasser $100 \text{ mg}/\text{Nm}^3$;

b) la concentration de composés organiques (exprimés en carbone total) dans les gaz de combustion ne doit pas dépasser $20 \text{ mg}/\text{Nm}^3$.

Les valeurs limites prévues aux points a) et b) sont rapportées aux conditions suivantes : température de 273 kelvins (K), pression de 101,3 kilopascals (kPa), 11% d'oxygène ou 9% de dioxyde de carbone (CO_2), gaz sec.

§ 3. Des conditions de combustion différentes de celles fixées au § 1er pourront être admises par l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, si les fours d'incinération ou les installations de traitement des gaz de combustion utilisent des techniques appropriées, pourvu que les niveaux d'émission de polychlorodibenzodioxines (PCDD) et de polychlorodibenzofuranes (PCDF) soient équivalents ou inférieurs à ceux qui correspondent aux conditions techniques fixées au § 1er.

Les décisions prises en application du présent paragraphe et les résultats des vérifications effectuées sont communiqués au Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions en vue de leur transmission à la C.E.E. par l'autorité habilitée à en adresser communication.

§ 4. Toute installation d'incinération de déchets ménagers est conçue, équipée et exploitée de manière à éviter le rejet dans l'atmosphère d'émissions provoquant au niveau du sol une pollution atmosphérique d'un niveau significatif; en particulier les gaz résiduels doivent être rejetés d'une façon contrôlée, par l'intermédiaire d'une cheminée.

La hauteur de la cheminée est calculée de manière à protéger la santé humaine et l'environnement.

Art. 5. Toute installation d'incinération de déchets ménagers est équipée de brûleurs d'appoint. Ces brûleurs entrent en fonction automatiquement dès que la température des gaz de combustion descend au-dessous de 850 °C. Les brûleurs d'appoint sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et d'extinction afin d'assurer en permanence, pendant ces opérations et tant que les déchets sont dans la chambre de combustion, cette température minimale.

Art. 6. En cas de panne des dispositifs d'épuration, l'installation ne peut, en aucun cas, continuer à fonctionner plus de huit heures sans interruption et sa durée cumulée de fonctionnement sur une année, dans de telles conditions, doit être inférieure à nonante-six heures.

En cas d'arrêts techniquement inévitables ou en cas de panne des dispositifs d'épuration, la teneur en poussières des rejets ne doit en aucun cas dépasser 600 mg/Nm³ et toutes les autres conditions, notamment en matière de combustion, doivent être respectées.

Section 4. — Mesures des émissions

Art. 7. § 1er. Les mesures suivantes sont effectuées dans les installations d'incinération de déchets ménagers :

a) Concentration de certaines substances dans les gaz de combustion :

1) sont mesurées et enregistrées en continu, les concentrations de poussières totales, de CO, d'oxygène et de HCl dans le cas des installations ayant une capacité nominale égale ou supérieure à 1 tonne par heure.

2) sont mesurées périodiquement conformément à l'article 15 :

— les concentrations de métaux lourds mentionnées à l'article 3 du présent arrêté, d'HF et de SO₂, dans le cas des installations ayant une capacité nominale égale ou supérieure à 1 tonne par heure;

— les concentrations de poussières totales, de CO, d'oxygène et de HCl, dans le cas des installations ayant une capacité nominale inférieure à 1 tonne par heure;

— les concentrations de composés organiques (exprimés en carbone total) pour toutes les installations.

b) paramètres d'exploitation :

1) la température des gaz dans la zone où sont réunies les conditions imposées par l'article 4, § 1er, et la teneur en vapeur d'eau des gaz de combustion sont mesurées et enregistrées en continu. La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire, à condition que le gaz de combustion soit séché avant l'analyse des émissions.

2) le temps de séjour des gaz de combustion à la température minimale de 850 °C fixée à l'article 4, § 1er, doit faire l'objet de vérifications appropriées au moins une fois lors de la première mise en service de l'installation d'incinération et dans les conditions d'exploitation les plus défavorables envisagées.

§ 2. Les résultats des mesures visées au § 1er sont rapportés aux conditions suivantes : température 273 K, pression 101,3 kPa, 11% d'oxygène ou 9% de CO₂, gaz sec.

Toutefois, en cas d'application de l'article 3, alinéa 2, ils peuvent être rapportés aux conditions suivantes : température 273 K, pression 101,3 kPa, 17% d'oxygène, gaz sec.

Art. 8. § 1er. En ce qui concerne les substances devant faire l'objet, aux termes de l'article 7, d'une surveillance en continu :

a) pour le CO : aucune moyenne horaire ne doit dépasser la valeur limite correspondante. En outre, dans le cas d'installations d'une capacité nominale de 1 tonne par heure ou plus, au moins 90% de toutes les mesures effectuées au cours d'une période de 24 heures doivent être inférieures à 150 mg/Nm³.

b) pour les autres substances :

1) aucune moyenne mobile sur sept jours des valeurs de concentration mesurées pour ces substances ne doit dépasser la valeur limite correspondante;

2) aucune moyenne journalière des valeurs de concentration mesurées pour ces substances ne doit dépasser de plus de 30% la valeur limite correspondante.

Ces valeurs moyennes sont calculées compte tenu uniquement des périodes de fonctionnement effectif de l'installation, y compris les phases de démarrage et d'extinction des fours.

§ 2. Dans le cas où ne sont exigées que des mesures discontinues, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures, définies et déterminées selon les modalités arrêtées aux termes de l'article 15, ne dépassent pas la valeur limite d'émission.

CHAPITRE III. — *Dispositions applicables aux installations existantes d'incinération de déchets ménagers*

Section 1re. — Principe

Art. 9. Outre ce qui est requis en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 1993 relatif à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles, l'exploitation des installations existantes d'incinération de déchets ménagers est soumise :

1° dans le cas des installations dont la capacité nominale est inférieure à 6 tonnes de déchets par heure :

a) du 1er décembre 1995 au 30 novembre 2000, aux conditions fixées par les articles 10 à 14 du présent arrêté;

b) à partir du 1er décembre 2000, aux mêmes conditions que celles fixées par les articles 3 et 5 à 8 pour les installations nouvelles d'incinération de la même capacité, ainsi qu'aux conditions fixées par les articles 11 et 15;

2° dans le cas des installations dont la capacité nominale est égale ou supérieure à 6 tonnes de déchets par heure, à partir du 1er décembre 1996, aux mêmes conditions que celles fixées par les articles 3 et 5 à 8 pour les installations nouvelles d'incinération de la même capacité, ainsi qu'aux conditions fixées par les articles 11 et 15.

Section 2. — Valeurs limites d'émission

Art. 10. Les valeurs limites d'émission indiquées ci-dessous, en mg/Nm^3 , rapportées aux conditions suivantes : température de 273 kelvins (K), pression de 101,3 kilopascals (kPa), 11% d'oxygène ou 9% de dioxyde de carbone (CO_2), gaz sec, s'appliquent aux installations visées à l'article 9, 1°, a) :

a) installations d'une capacité nominale inférieure à 6 tonnes de déchets par heure mais égale ou supérieure à 1 tonne par heure :

poussières totales 100

b) installations d'une capacité nominale inférieure à 1 tonne de déchets par heure :

poussières totales 600

Pour ce qui concerne les installations d'une capacité inférieure à 1 tonne par heure, les valeurs limites d'émission peuvent se référer à une teneur en oxygène de 17%. Dans ce cas, les valeurs de concentration ne peuvent excéder celles fixées pour les installations d'une capacité inférieure à une tonne par heure, divisées par 2,5.

Des valeurs limites d'émission pour des polluants autres que ceux prévus à l'alinéa 1er peuvent être fixées par l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, en raison de la composition des déchets à incinérer et des caractéristiques de l'installation d'incinération. Ces valeurs, en particulier pour les dioxines et les furanes seront fixées en tenant compte de la nocivité potentielle des polluants en question pour la santé humaine et l'environnement et des meilleures technologies disponibles.

Section 3. — Conditions de fonctionnement

Art. 11. § 1er. Toute installation d'incinération de déchets ménagers est conçue, équipée et exploitée de manière à ce que les gaz provenant de la combustion des déchets soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, et même dans les conditions les plus défavorables, à une température d'au moins 850 °C, en présence d'au moins 6% d'oxygène, et cela pendant :

— au moins une demi-seconde, pour les installations visées à l'article 9, 1°, à partir du 1er décembre 1995;

— au moins deux secondes, pour les installations visées à l'article 9, 2°, à partir du 1er décembre 1996.

En cas de difficultés techniques majeures, la disposition concernant le temps de séjour de deux secondes ne devra s'appliquer qu'à compter du moment où il sera procédé au renouvellement des fours.

Le niveau de température et la teneur en oxygène fixés sont des valeurs minimales à respecter en permanence lors du fonctionnement de l'installation.

§ 2. Dans les délais fixés au § 1er, respectivement pour chaque catégorie d'installation, lors de son fonctionnement, toute installation doit respecter la condition suivante : la concentration de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion ne doit pas dépasser $100 \text{ mg}/\text{Nm}^3$;

Cette valeur limite est rapportée aux conditions suivantes : température de 273 kelvins (K), pression de 101,3 kilopascals (kPa), 11% d'oxygène ou 9% de dioxyde de carbone (CO₂), gaz sec.

§ 3. Des conditions de combustion différentes de celles fixées au § 1er pourront être admises par l'autorité compétente, sur avis du fonctionnaire technique, si les fours d'incinération ou les installations de traitement des gaz de combustion utilisent des techniques appropriées, pourvu que les niveaux d'émission de polychlorodibenzodioxines (PCDD) et de polychlorodibenzofuranes (PCDF) soient équivalents ou inférieurs à ceux qui correspondent aux conditions techniques fixées au § 1er.

Les décisions prises en application du présent paragraphe et les résultats des vérifications effectuées sont communiqués au Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions en vue de leur transmission à la C.E.E. par l'autorité habilitée à en adresser communication.

Art. 12. En cas de panne des dispositifs d'épuration, l'installation ne peut, en aucun cas, continuer à fonctionner plus de seize heures sans interruption et sa durée cumulée de fonctionnement sur une année, dans de telles conditions, doit être inférieure à deux cents heures.

En cas d'arrêts techniquement inévitables ou en cas de panne des dispositifs d'épuration, la teneur en poussières des rejets ne doit en aucun cas dépasser 600 mg/Nm³ et toutes les autres conditions, notamment en matière de combustion, doivent être respectées.

Section 4. — Mesures des émissions

Art. 13. § 1er. Les mesures suivantes sont effectuées dans les installations d'incinération de déchets ménagers visées à l'article 9, 1^o, a) :

a) Concentration de certaines substances dans les gaz de combustion :

1) sont mesurées et enregistrées en continu, les concentrations de poussières totales, de CO et d'oxygène dans le cas des installations d'une capacité nominale égale ou supérieure à 1 tonne par heure.

2) sont mesurées périodiquement conformément à l'article 15, les concentrations de poussières totales, d'oxygène et de CO dans les installations dont la capacité nominale est inférieure à 1 tonne par heure.

b) paramètres d'exploitation :

1) la température des gaz dans la zone où sont réunies les conditions imposées par l'article 11, § 1er, est mesurée et enregistrée en continu;

2) le temps de séjour des gaz de combustion à la température minimale de 850 °C, fixé à l'article 11 § 1er, doit faire l'objet de vérifications appropriées, au moins une fois après l'éventuelle réadaptation de l'installation et, en tout cas, avant le 1er décembre 1995, dans les conditions d'exploitation les plus défavorables prévues pour l'installation.

§ 2. Les résultats des mesures visées au § 1er sont rapportés aux conditions suivantes : température 273 K, pression 101,3 kPa, 11% d'oxygène ou 9% de CO₂, gaz sec.

Toutefois, en cas d'application de l'article 10, alinéa 2, ils peuvent être rapportés aux conditions suivantes : température 273 K, pression 101,3 kPa, 17% d'oxygène, gaz sec.

Art. 14. § 1er. En ce qui concerne les substances devant faire l'objet, aux termes de l'article 13, d'une surveillance en continu :

a) pour le CO : aucune moyenne horaire ne doit dépasser la valeur limite correspondante;

b) pour les poussières totales :

1) aucune moyenne mobile sur sept jours des valeurs de concentration mesurées pour ces substances ne doit dépasser la valeur limite correspondante;

2) aucune moyenne journalière des valeurs de concentration mesurées pour ces substances ne doit dépasser de plus de 30% la valeur limite correspondante.

Ces valeurs moyennes sont calculées compte tenu uniquement des périodes de fonctionnement effectif de l'installation, y compris les phases de démarrage et d'extinction des fours.

§ 2. En ce qui concerne les substances devant faire l'objet, aux termes de l'article 13, d'une surveillance périodique :

a) pour le CO : aucune moyenne journalière ne doit dépasser la valeur limite correspondante;

b) pour les poussières totales : les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures, définies et déterminées selon les modalités arrêtées aux termes de l'article 15, ne dépassent pas la valeur limite d'émission.

CHAPITRE IV. — *Mesures de contrôle*

Art. 15. Le contrôle du bon état de fonctionnement et d'entretien des installations et des dispositifs d'épuration est effectué par l'exploitant. Ce contrôle a lieu au moins une fois par an.

Les prélèvements et mesures périodiques des émissions des installations sont effectués par un laboratoire ou un organisme agréé conformément à l'arrêté royal du 13 décembre 1966 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés des prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique. La périodicité de ces prélèvements et mesures est imposée par l'autorité compétente.

Le contrôle de la validité des mesures des émissions atmosphériques réalisées par des appareils de mesure en continu est effectué par un laboratoire ou un organisme agréé conformément à l'arrêté royal du 13 décembre 1966 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés des prélèvements, analyses et recherches dans le cadre de la lutte contre la pollution atmosphérique.

Ce contrôle a lieu au moins une fois par an.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 décembre 1993.

Le Président du Gouvernement, chargé de l'Économie, des P.M.E. et des Relations extérieures,

G. SPITAELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

[Mac — 27098]

D. 94 — 557

**9. DEZEMBER 1993. — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Verbrennungsanlagen für Hausmüll**

Aufgrund des Vertrags vom 25. März 1957 zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, genehmigt durch das Gesetz vom 2. Dezember 1957, insbesondere der Artikel 100 und 235;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 89/369/EWG vom 8. Juni 1989 über die Verhütung der Luftverunreinigung durch neue Verbrennungsanlagen für Siedlungsmüll;

Aufgrund der Richtlinie des Rates der Europäischen Gemeinschaften 89/429/EWG vom 21. Juni 1989 über die Verringerung der Luftverunreinigung durch bestehende Verbrennungsanlagen für Siedlungsmüll;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, insbesondere seines ersten Artikels;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regierung :

KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten als :

1. Hausmüll : Abfälle, die wie im Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle bestimmt sind;
2. Emissionsgrenzwert : Gehalt und/oder Masse an Schadstoffen in den Emissionen aus Verbrennungsanlagen für Hausmüll, die während bestimmter Zeiträume nicht überschritten werden dürfen;
3. Genehmigungen : die Genehmigungen zur Betreibung der Anlagen zur Beseitigung oder Verwertung durch Verbrennung von Hausmüll, die aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle erteilt werden;
4. zuständige Behörde : die Behörde, die mit der Erteilung, der in Punkt 3 erwähnten Genehmigungen beauftragt ist;
5. technischer Beamter : den Beamten der Abteilung für Bekämpfung der Verschmutzungen und für Bodenkunde, des Wallonischen Amtes für Abfälle oder der Abteilung für industrielle Verschmutzungen, der vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, oder mangels dessen vom Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt bezeichnet wird;

6. **Verbrennungsanlage für Hausmüll** : technische Betriebsstätten, die die Behandlung von Hausmüll durch Verbrennung mit oder ohne Rückgewinnung der bei der Verbrennung freiwerdenden Wärme dienen, mit Ausnahme von Anlagen, in denen Klärschlamm, chemische, giftige und gefährliche Stoffe, medizinische Abfälle aus Krankenhäusern oder andere Sonderabfälle verbrannt werden, selbst wenn in diesen Anlagen auch Hausmülle verbrannt werden können. Die Definition umfaßt das Betriebsgelände, die Lagerflächen und die gesamte Feuerungsanlage, ihren Vorrichtungen für die Zufuhr von Abfällen, Brennstoffen und Luft sowie den zur Kontrolle der Verbrennungsvorgänge bestimmten Geräten und Ausrüstungen, die die Verbrennungsbedingungen fortlaufend messen und überwachen;

7. **Neue Verbrennungsanlage** : Verbrennungsanlage für Hausmüll, deren Betrieb ab dem 1. Dezember 1990 genehmigt ist oder worden ist;

8. **Bestehende Verbrennungsanlage** : Verbrennungsanlage für Hausmüll, deren Betrieb vor dem 1. Dezember 1990 genehmigt worden ist;

9. **Nennkapazität der Verbrennungsanlage** : die Summe der vom Hersteller vorgesehenen und vom Betreiber bestätigten Verbrennungskapazitäten der die Anlage bildenden Öfen. — als Menge des pro Stunde verbrennbaren Mülls ausgedrückt -, wobei der Brennwert des Mülls besonders zu berücksichtigen ist.

10. Nm^3 : Kubimeter unter den normalen Bedingungen N, und zwar den Referenzbedingungen, auf die die bestimmten Grenzwerte sich beziehen müssen.

KAPITEL II. — Auf die neuen Verbrennungsanlagen für Hausmüll anwendbare Bestimmungen

Sektion 1. — Prinzip

Art. 2. Außer was aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 1993 zur Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen verlangt wird, wird jede neue Verbrennungsanlage für Hausmüll den in Artikeln 3 bis 8 und 15 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bestimmungen unterworfen.

Sektion 2. — Emissionsgrenzwerte

Art. 3. Für neue Verbrennungsanlage für Hausmüll gelten die nachstehenden Emissionsgrenzwerte unter Zugrundelegung folgender Betriebsbedingungen : Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, 11 % Sauerstoff oder 9 % CO_2 (wasserfrei) :

Emissionsgrenzwerte in mg/Nm^3 entsprechend der Nennkapazität der Verbrennungsanlage, die in Tonne Hausmüll pro Stunde ausgedrückt ist

Kapazität Schadstoff	weniger als 1 t/h	1 t/h aber weniger als 3 t/h	ab 3 t/h
Staubteile insgesamt	200	100	30
Schwermetalle			
-Pb+Cr+Cu+Mn	—	5	5
-Ni+As	—	1	1
-Cd	—	0,2	0,2
-Hg	—	0,2	0,2
Salzsäure (HCl)	250	100	50
Fluorwasserstoffsäure (HF)	—	4	2
Schwefeldioxid (SO_2)	—	300	300

Bei Anlagen mit einer Kapazität von weniger als 1 t/h können sich die Emissionsgrenzwerte auf einen Sauerstoffgehalt von 17% beziehen. In diesem Fall dürfen die Konzentrationswerte die durch 2,5 geteilten Werte, die für die Anlagen mit einer Kapazität von weniger als 1 t/h festgelegt sind, nicht überschreiten.

Emissionsgrenzwerte für andere als die in Absatz 1 genannten Schadstoffe werden von der zuständigen Behörde auf Gutachten des technischen Beamten festgelegt, wenn sie dies in Anbetracht der Zusammensetzung der zu verbrennenden Abfälle und der Kenndaten der Verbrennungsanlage für angezeigt halten. Diese Grenzwerte, insbesondere für Dioxine und Furane, werden unter Berücksichtigung der

etwaigen abträglichen Wirkungen der betreffenden Schadstoffe auf die Gesundheit und die Umwelt sowie der besten verfügbaren Technologie festgelegt, soweit diese technisch und wirtschaftlich gesehen im betroffenen Industriesektor durchführbar sind.

Sektion 3. — Betriebsbedingungen

Art. 4. § 1. Die Verbrennungsanlagen für Hausmüll sind so auszulegen, auszurüsten und zu betreiben, daß die letzten Zufuhr von Verbrennungsluft in kontrollierter und homogener Form selbst unter den ungünstigsten Bedingungen für die Dauer von wenigstens zwei Sekunden bei mindestens 6% Sauerstoff eine Temperatur von mindestens 850 °C erreichen.

Festgelegte Temperatur und Sauerstoffgehalt stellen untere Grenzwerte dar, die während des Betriebs der Anlage ständig einzuhalten sind.

§ 2. Beim Betrieb der Verbrennungsanlagen für Hausmüll sind die nachstehenden Bedingungen einzuhalten :

- a) der Gehalt an Kohlenmonoxid (CO) in den Verbrennungsgasen darf 100 mg/Nm³ nicht überschreiten;
- b) der Gehalt an organischen Verbindungen in den Verbrennungsgasen (ausgedrückt in Gesamtmenge Kohlenstoff) darf 20 mg/Nm³ nicht überschreiten.

Die Grenzwerte unter den Buchstaben a) und b) beziehen sich auf folgende Betriebsbedingungen : Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, 1% Sauerstoff oder 9% CO₂ (wasserfrei).

§ 3. Andere als die in Absatz 1 festgelegten Bedingungen können von der zuständigen Behörde auf Gutachten des technischen Beamten zugelassen werden, wenn im Bereich der Verbrennungsöfen oder in der Anlage zur Behandlung von Verbrennungsgasen entsprechende technische Verfahren eingesetzt werden, sofern die Emissionswerte für Polychlordibenzodioxine (PCDD) und Polychlordibenzofurane (PCDF) mit den Werten vergleichbar sind, die bei den in Absatz 1 dieses Artikels genannten technischen Bedingungen erzielt werden.

Die gemäß diesem Absatz getroffenen Entscheidungen und die Ergebnisse der Kontrollen werden dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, zwecks ihrer Übermittlung an die E.W.G. durch die zu dieser Übermittlung befugte Behörde mitgeteilt.

§ 4. Die Verbrennungsanlagen für Hausmüll sind so auszulegen, auszurüsten und zu betreiben, daß Emissionen in die Luft, die am Boden zu einer signifikanten Luftverunreinigung führen, verhindert werden. Insbesondere sind die Abgase über eine Schornstein kontrolliert abzuleiten.

Die Höhe des Schornsteins wird so ausgelegt, daß die Gesundheit und die Umwelt nicht beeinträchtigt werden.

Art. 5. Jede Verbrennungsanlage für Hausmüll ist mit Zusatzbrennern auszustatten. Diese Brenner werden automatisch im Gang gesetzt, wenn die Temperatur der Verbrennungsgase unter 850 °C absinkt. Diese Zusatzbrenner werden auch in der Anlaufphase und beim Abschalten der Anlage eingesetzt, damit sichergestellt ist, daß diese Mindesttemperatur während dieser Vorgänge und während der Verweilzeit der Abfälle in der Verbrennungskammer beibehalten wird.

Art. 6. Bei Ausfällen der Reinigungsvorrichtungen darf die Anlage auf keinen Fall ohne Unterbrechung über mehr als acht Stunden lang weiter im Betrieb bleiben und diese Zeiträume dürfen bei diesem Betrieb auf ein ganzes Jahr bezogen unter sechsundneunzig Stunden liegen.

Bei technisch unvermeidbaren Einstellungen und bei Ausfällen der Reinigungsvorrichtungen darf der Gehalt an Staubteilen in den Emissionen auf keinen Fall 600 mg/Nm³ überschreiten. Die anderen Bedingungen, insbesondere in Sachen Verbrennung, sind einzuhalten.

Sektion 4. — Messung der Emissionen

Art. 7. § 1. Folgende Messungen werden in den Verbrennungsanlagen für Hausmüll durchgeführt :

a) Messung des Gehalts an bestimmten Stoffen in den Verbrennungsgasen :

1) Der Gehalt an Staubteilen insgesamt, an CO und Sauerstoff ist bei Anlagen mit einer Nennkapazität von mindestens 1 Tonne Abfälle pro Stunde fortlaufend zu messen und aufzuzeichnen.

2) Folgende Gehalte werden periodisch gemäß Artikel 15 gemessen :

- Gehalt an in Artikel 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Schwermetallen, HF und SO₂ bei Anlagen mit einer Nennkapazität von wenigstens 1 Tonne pro Stunde;

- Gehalt an gesamten Stäuben, CO, Sauerstoff und HCl bei Anlagen mit einer Nennkapazität, die unter 1 Tonne pro Stunde liegt;

- Gehalt an organischen Verbindungen (in Gesamtkohlenstoff ausgedrückt) bei den gesamten Anlagen.

b) Messung von Betriebskenngrößen :

1) Die Temperatur der Gase in dem Bereich, in dem die in Artikel 4 § 1 festgelegten Bedingungen herrschen und der Wasserdampfgehalt der Verbrennungsgase sind fortlaufend zu messen und aufzuzeichnen. Die fortlaufende Messung des Wasserdampfgehalts ist nicht notwendig, sofern das Verbrennungsgas vor der Analyse der Emissionen getrocknet wird.

2) Die Verweilzeit der Verbrennungsgase bei der in Artikel 4 § 1 festgelegten Mindesttemperatur von 850 °C ist mindestens einmal bei der Inbetriebnahme einer Verbrennungsanlage unter den für ihren Betrieb angenommenen ungünstigsten Bedingungen in geeigneter Weise zu überprüfen.

§ 2. Die Ergebnisse der in Absatz 1 vorgezeichneten Messungen beziehen sich auf nachstehenden Betriebsbedingungen :

Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, 11% Sauerstoff oder 9% CO₂ (wasserfrei).

Sofern Artikel 3 Absatz 2 angewendet wird können sie jedoch auf die folgenden Betriebsbedingungen bezogen werden :

Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, 17% Sauerstoff (wasserfrei).

Art. 8. § 1. Was die Stoffe betrifft, die im Sinne von Artikel 7 Gegenstand einer fortlaufende Überwachung sind :

a) für CO : darf kein Stundendurchschnitt den entsprechenden Grenzwert überschreiten. Bei Anlagen mit einer Nennkapazität von wenigstens 1 Tonne pro Stunde müssen außerdem mindestens 90 % aller innerhalb von 24 Stunden vorgenommenen Messungen unter 150 mg/Nm³ liegen;

b) bei den übrigen Stoffen :

1) darf keine der im gleitenden 7-Tage-Durchschnitt ermittelten Konzentrationen dieser Stoffe den jeweiligen Grenzwert überschreiten;

2) darf keine der im Tagesdurchschnitt ermittelten Konzentration dieser Stoffe den jeweiligen Grenzwert um mehr als 30% überschreiten.

Für die Berechnung der vorstehend genannten Durchschnittswerte werden lediglich die tatsächlichen Betriebszeiten der Anlage berücksichtigt, einschließlich der Anlauf- und Abschaltphasen der Öfen.

§ 2. Sind nur Einzelmessungen vorgeschrieben, so gelten die Emissionsgrenzwerte als eingehalten, wenn die Ergebnisse jeder einzelnen Meßserie, die den gemäß den im Sinne von Artikel 15 festgelegten Vorschriften entsprechend definiert und bestimmt wurden, die Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten.

KAPITEL III. — Auf die bestehenden Verbrennungsanlagen für Hausmüll anwendbare Bestimmungen

Sektion 1. — Prinzip

Art. 9. Zusätzlich zu dem, was aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Dezember 1993 zur Bekämpfung der Luftverunreinigung durch Industrieanlagen verlangt wird, wird jede bestehende Verbrennungsanlage für Hausmüll folgendem unterworfen.

1° bei Anlagen, deren Nennkapazität unter 6 Tonnen Abfälle pro Stunde liegt :

a) vom 1. Dezember 1995 bis zum 30. November 2000 unter den in Artikeln 10 bis 14 des vorliegenden Erlasses festgelegten Bedingungen;

b) ab dem 1. Dezember 2000 unter denselben Bedingungen wie den, die in Artikeln 3 und 5 bis 8 für die neuen Verbrennungsanlagen mit derselben Kapazität festgelegt sind, und unter den in Artikeln 11 und 15 festgelegten Bedingungen;

2° bei Anlagen, deren Nennkapazität 6 Tonnen Abfälle pro Stunde oder mehr beträgt, ab dem 1. Dezember 1996 unter denselben Bedingungen wie den, die in Artikeln 3 und 5 bis 8 für die neuen Verbrennungsanlagen mit derselben Kapazität festgelegt sind, und unter den in Artikeln 11 und 15 festgelegten Bedingungen.

Sektion 2. — Emissionsgrenzwerte

Art. 10. Die nachstehenden Emissionsgrenzwerte in mg/Nm³ unter Zugrundelegung folgender Betriebsbedingungen : Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, 11% Sauerstoff oder 9% CO₂ (wasserfrei) gelten für die in Artikel 9 1° a) erwähnten Anlagen :

a) Anlagen, deren Nennkapazität weniger als 6 Tonnen Abfälle pro Stunde, jedoch mindestens 1 Tonne pro Stunde beträgt :

staubteile insgesamt 100

b) Anlagen, deren Nennkapazität weniger als 1 Tonne Abfälle pro Stunde beträgt :

Staubteile insgesamt 600

Bei Anlagen mit einer Kapazität von weniger als 1 Tonne pro Stunde können sich Emissionsgrenzwerte auf einen Sauerstoffgehalt von 17% beziehen. In diesem Fall dürfen die Konzentrationswerte die für die Anlagen mit einer Kapazität von weniger als 1 Tonne pro Stunde festgelegten und durch 2,5 geteilten Werte, die für die Anlagen mit einer Kapazität von weniger als 1 Tonne pro Stunde festgelegt sind, nicht überschreiten.

Die zuständige Behörde auf Gutachten des technischen Beamten kann Emissionsgrenzwerte für andere als die in Absatz 1 genannten Schadstoffe aufgrund der Zusammensetzung der zu verbrennenden Abfälle und der Kenndaten der Verbrennungsanlage festlegen. Die Werte, insbesondere für die Dioxine und Furane, werden unter Berücksichtigung der etwaigen abträglichen Wirkungen der betreffenden Schadstoffe auf die Gesundheit und die Umwelt sowie der besten verfügbaren Technologien festgelegt.

Sektion 3. — Betriebsbedingungen

Art. 11. § 1. Die Verbrennungsanlagen für Hausmüll sind so auszulegen, auszurüsten und zu betreiben, daß die letzten Zufuhr von Verbrennungsluft in kontrollierter und homogener Form selbst unter den ungünstigsten Bedingungen für:

— eine Dauer von wenigstens eine halbe Sekunde für die in Artikel 9 1° erwähnten Anlagen ab dem 1. Dezember 1995;

— eine Dauer von wenigstens zwei Sekunden für die in Artikel 9 2° ab dem 1. Dezember 1996; bei mindestens 6% Sauerstoff eine Temperatur von mindestens 850 °C erreichen.

Bei größeren technischen Schwierigkeiten jedoch muß die Bestimmung betreffend der Zeitdauer von zwei Sekunden erst ab dem Zeitpunkt angewandt werden, zu dem die Öfen erneuert werden.

Festgelegte Temperatur und Sauerstoffgehalt stellen untere Grenzwerte dar, die während des Betriebs der Anlage ständig einzuhalten sind.

§ 2. Innerhalb der in Absatz 1 für jede Anlagenkategorie genannten Fristen müssen die Anlagen während ihres Betriebs einen Grenzwert von 100 mg/Nm³ für den Gehalt an Kohlenmonoxid (CO) in den Verbrennungsgasen einhalten.

Dieser Grenzwert bezieht sich auf die folgenden Betriebsbedingungen: Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, 11% Sauerstoff oder 9% CO₂ (wasserfrei).

§ 3. Andere als die in Absatz 1 festgelegten Bedingungen können von der zuständigen Behörde auf Gutachten des technischen Beamten zugelassen werden, wenn im Bereich der Verbrennungsöfen oder in der Anlage zur Behandlung von Verbrennungsgasen entsprechende technische Verfahren eingesetzt werden, sofern die Emissionswerte für Polychlordibenzodioxine (PCDD) und Polychlordibenzofurane (PCDF) mit den Werten vergleichbar sind, die bei den in Absatz 1 dieses Artikels genannten technischen Bedingungen erzielt werden.

Die gemäß diesem Absatz getroffenen Entscheidungen und die Ergebnisse der Kontrollen werden dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, zwecks ihrer Übermittlung an die E.W.G. durch die zu dieser Übermittlung befugte Behörde mitgeteilt.

Art. 12. Bei Ausfällen der Reinigungsvorrichtungen darf die Anlage auf keinen Fall ohne Unterbrechung über sechzehn Stunden lang weiter im Betrieb bleiben und diese Zeiträume dürfen bei diesem Betrieb auf ein ganzes Jahr bezogen unter zweihundert Stunden liegen.

Bei technisch unvermeidbaren Einstellungen und bei Ausfällen der Reinigungsvorrichtungen darf der Gehalt an Staubteilen in den Emissionen auf keinen Fall 600 mg/Nm³ überschreiten. Die anderen Bedingungen, insbesondere in Sachen Verbrennung, sind einzuhalten.

Sektion 4. — Messungen der Emissionen

Art. 13. § 1. Folgende Messungen werden in den in Artikel 9 1° a) erwähnten Verbrennungsanlagen für Hausmüll durchgeführt:

a) Messung des Gehalts an bestimmten Stoffen in den Verbrennungsgasen:

1) Der Gehalt an Staubteilen insgesamt, an CO und Sauerstoff ist bei Anlagen mit einer Nennkapazität von mindestens 1 Tonne Abfälle pro Stunde fortlaufend zu messen und aufzuzeichnen.

2) Der Gehalt an Staubteilen insgesamt, an CO und Sauerstoff ist bei Anlagen mit einer Nennkapazität von weniger als 1 Tonne Abfälle pro Stunde periodisch zu messen.

b) Messung von Betriebskenngrößen:

1) die Temperatur der Gase in dem Bereich, in dem die in Artikel 11 § 1 festgelegten Bedingungen herrschen, ist fortlaufend zu messen und aufzuzeichnen;

2) Die Verweilzeit der Verbrennungsgase bei der in Artikel 11 § 1 festgelegten Mindesttemperatur von 850 °C unter den für die Anlage angenommenen ungünstigen Bedingungen ist mindestens einmal nach einer Anpassung der Anlage und in jeden Fall vor dem 1. Dezember 1995 in geeigneter Weise zu überprüfen.

§ 2. Die Ergebnisse der in § 1 vorgeschriebenen Messungen beziehen sich auf die nachstehenden Betriebsbedingungen: Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, 11% Sauerstoff oder 9% CO₂ (wasserfrei).

Sofern Artikel 10 Absatz 2 angewendet wird, können sie jedoch auf die folgenden Betriebsbedingungen bezogen werden: Temperatur 273 K, Druck 101,3 kPa, 17% Sauerstoff (wasserfrei).

Art. 14. § 1 Was die Stoffe betrifft, die im Sinne von Artikel 13 Gegenstand einer fortlaufenden Überwachung sind

a) für CO: darf kein Stundendurchschnitt den entsprechenden Grenzwert überschreiten.

b) bei den übrigen Stoffen:

1) darf keine der im gleitenden 7-Tage-Durchschnitt ermittelten Konzentrationen dieser Stoffe den jeweiligen Grenzwert überschreiten;

2) darf keine der im Tagesdurchschnitt ermittelten Konzentration dieser Stoffe den jeweiligen Grenzwert um mehr als 30% überschreiten.

Für die Berechnung der vorstehend genannten Durchschnittswerte werden lediglich die tatsächlichen Betriebszeiten der Anlage berücksichtigt, einschließlich der Anlauf- und Abschaltphasen der Öfen.

§ 2. Was die Stoffe betrifft, die im Sinne von Artikel 13 Gegenstand einer periodische Überwachung sind:

a) für CO : darf kein Tagesdurchschnitt den entsprechenden Grenzwert überschreiten.

b) für die Staubteile insgesamt : gelten die Emissionsgrenzwerte als eingehalten, wenn die Ergebnisse jeder einzelnen Meßserie, die den gemäß den im Sinne von Artikel 15 festgelegten Vorschriften entsprechend definiert und bestimmt wurden, die Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten.

KAPITEL IV. — Kontrollmaßnahmen

Art. 15. Die Überprüfung der Funktionsfähigkeit und der Instandhaltung der Anlagen und der Reinigungsvorrichtungen wird vom Betreiber ausgeführt. Diese Überprüfung findet mindestens einmal im Jahre statt.

Die periodischen Probenahmen und Messungen werden von einem Labor oder einer gemäß dem Königlichen Erlaß vom 13. Dezember 1966 über die Bedingungen und Modalitäten der Zulassung von Laboren und Einrichtungen, die mit den Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverunreinigung beauftragt sind, zugelassenen Einrichtung durchgeführt. Die Häufigkeit dieser Probenahmen und Messungen wird von der zuständigen Behörde festgelegt.

Die Überprüfung der Gültigkeit der Messungen der Emissionen in die Luft, die durch Vorrichtungen zur fortlaufenden Messungen ausgeführt werden, wird von einem Labor oder einer gemäß dem Königlichen Erlaß vom 13. Dezember 1966 über die Bedingungen und Modalitäten der Zulassung von Laboren und Einrichtungen, die mit den Probenahmen, Analysen und Forschungen im Rahmen der Bekämpfung der Luftverunreinigung beauftragt sind, zugelassenen Einrichtung durchgeführt. Diese Überprüfung findet mindestens einmal im Jahre statt.

KAPITEL V. — Schlußbestimmungen

Art. 16. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 17. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Dezember 1993

Der Vorsitzende der Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,

G. SPITAEELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

[Mac — 27098]

N. 94 — 557

9 DECEMBER 1993

Besluit van de Waalse Regering tot bestrijding van door installaties voor de verbranding van huisvuil veroorzaakte luchtverontreiniging

De Waalse Regering,

Gelet op het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, goedgekeurd bij de wet van 2 december 1957, inzonderheid op de artikelen 100 en 235;

Gelet op Richtlijn 89/369/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 8 juni 1989 ter voorkoming van door nieuwe installaties voor de verbranding van stedelijk afval veroorzaakte luchtverontreiniging;

Gelet op Richtlijn 89/429/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 juni 1989 ter vermindering van door bestaande installaties voor de verbranding van stedelijk afval veroorzaakte luchtverontreiniging;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° huisvuil : het in het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen also omschreven afval;

2° emissiegrenswaarde : concentratie en/of massa van verontreinigende stoffen die niet mag worden overschreden in emissies afkomstig van inrichtingen gedurende een bepaalde periode;

3° vergunningen : de krachtens het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen toegekende vergunningen tot exploitatie van verwijderings- of valorisatiebedrijven van huisvuil door verbranding;

4° bevoegde overheid : de overheid belast met het verlenen van de onder punt 3° bedoelde vergunningen;

5° technische ambtenaar : de ambtenaar van de "Division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-sol" (Afdeling Verontreinigingsvoorkoming en Beheer van de Ondergrond) van de "Office régional wallon des Déchets" (Waalse gewestelijke Dienst voor Afvalstoffen) of van de "Division des Pollutions industrielles" (Afdeling industriële Verontreinigingen), die, ieder wat hem betreft, door de directeur-generaal van de "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) belast wordt met de uitvoering en het toezicht op de uitvoering van de bepalingen van dit besluit;

6° installatie voor de verbranding van huisvuil : elke technische installatie voor de behandeling van huisvuil door verbranding, al dan niet met terugwinning van de bij de verbranding ontstane warmte, met uitzondering van installaties die speciaal zijn bedoeld voor de verbranding van zuiveringsslib, chemische, toxische en gevaarlijke afvalstoffen, medisch afval uit ziekenhuizen en andere speciale afvalstoffen, zelfs wanneer in deze installaties ook huisvuil kan worden verbrand. Deze definitie omvat het terrein, de opslagplaatsen en de gehele verbrandingsinstallatie, namelijk de verbrandingsoven en de systemen voor de toevoer van afval, brandstof en lucht, alsook de apparatuur en voorzieningen voor de regeling van het verbrandingsproces en voor het continu registreren en controleren van de omstandigheden waaronder de verbranding plaatsvindt;

7° nieuwe installatie : een installatie voor de verbranding van huisvuil waarvoor de eerste exploitatievergunning met ingang van 1 december 1990 werd of wordt verleend;

8° bestaande installatie : een installatie voor de verbranding van huisvuil waarvoor de exploitatievergunning vóór 1 december 1990 is verleend;

9° nominale capaciteit van de verbrandingsinstallatie : de gezamenlijke capaciteit van de ovens waaruit de installatie bestaat, zoals berekend door de fabrikant en bevestigd door de exploitant, met inachtneming van in het bijzonder de verbrandingswaarde van het afval, uitgedrukt als de hoeveelheid afval die per uur kan worden verbrand;

10° Nm³ : kubieke meter bij normale temperatuur (273 K) en druk (101,3 kPa).

HOOFDSTUK II. — Bepalingen van toepassing op nieuwe verbrandingsinstallaties voor huisvuil

Afdeling 1. — Principe

Art. 2. Naast het vereiste krachtens het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte verontreiniging wordt elke nieuwe verbrandingsinstallatie voor huisvuil onderworpen aan de in de artikelen 3 tot 8 en 15 van dit besluit vastgestelde bepalingen.

Afdeling 2. — Emissiegrenswaarden

Art. 3. De hieronder genoemde emissiegrenswaarden die betrekking hebben op de volgende omstandigheden temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, 11% zuurstof of 9% CO₂, droog gas, zijn van toepassing op nieuwe verbrandingsinstallaties voor huisvuil.

Emissiegrenswaarden in mg/Nm^3 afhankelijk van de nominale capaciteit van de verbrandingsinstallatie voor huisvuil.

Verontreinigende stof	minder dan 1 ton/uur	van 1 ton/uur tot minder dan 3 ton/uur	3 ton/uur en meer
Stofdeeltjes totaal	200	100	30
zware metalen			
-Pb+Cr+Cu+Mn	—	5	5
-Ni+As	—	1	1
-Cd	—	0,2	0,2
-Hg	—	0,2	0,2
Zoutzuur (HCl)	250	100	50
Waterstoffluoride (HF)	—	4	2
Zwavel dioxide (SO_2)	—	300	300

Bij installaties met een nominale capaciteit van minder dan 1 ton/uur kunnen de emissiegrenswaarden betrekking hebben op een zuurstofgehalte van 17%. In dit geval mogen de concentratiewaarden niet hoger zijn dan die welke zijn vastgesteld voor installaties met een capaciteit van minder dan 1 ton/uur, gedeeld door 2,5.

De bevoegde overheid kan op advies van de technische ambtenaar emissiegrenswaarden vaststellen voor verontreinigende stoffen die niet in lid 1 zijn vermeld, indien zij het nodig oordeelt in verband met de samenstelling van het te verbranden afval en de kenmerken van de verbrandingsinstallatie. Bij het vaststellen van deze emissiegrenswaarden moet, met name voor dioxinen en furanen, rekening worden gehouden met de potentiële schadelijke gevolgen van deze stoffen voor de volksgezondheid en het milieu en met de beste beschikbare technologieën voor zover zij technisch en economisch uitvoerbaar zijn in de betrokken industriële sector.

Afdeling 3. — Werkingsvoorwaarden

Art. 4. § 1. Elke verbrandingsinstallatie voor huisvuil moet zodanig worden ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat de bij de afvalverbranding vrijkomende gassen, na de laatste toevoer van verbrandingslucht, op een beheerste en homogene manier zelfs onder de meest ongunstige omstandigheden voor de duur van ten minste twee seconden bij een zuurstofgehalte van ten minste 6% op een temperatuur van ten minste 850 °C worden gebracht.

Het vastgestelde temperatuurniveau en zuurstofgehalte zijn minimumwaarden waaraan permanent moet worden voldaan wanneer de installatie in bedrijf is.

§ 2. Elke verbrandingsinstallatie voor huisvuil moet, wanneer zij in bedrijf is, aan de volgende voorwaarden voldoen :

a) de concentratie van koolmonoxide (CO) in de verbrandingsgassen mag niet hoger zijn dan 100 mg/Nm^3 ;

b) de concentratie van organische verbindingen (uitgedrukt in koolstof totaal) in de verbrandingsgassen mag niet meer bedragen dan 20 mg/Nm^3 .

De onder a) en b) genoemde grenswaarden hebben betrekking op de volgende omstandigheden : temperatuur 273 kelvins(K), druk 101,3 kilopascals (kPa), 11% zuurstof of 9% kooldioxide (CO_2), droog gas.

§ 3. De bevoegde overheid kan op advies van de technische ambtenaar van de in § 1 gestelde verbrandingsvoorwaarden afwijken als in verbrandingsovens of apparatuur voor de behandeling van verbrandingsgassen adequate technieken worden toegepast, op voorwaarde dat de emissieniveaus van polychloordibenzodioxinen (PCDD's) en polychloordibenzofuranen (PCDF's) overeenkomen met of lager zijn dan de emissieniveaus die onder de in § 1 gestelde technische voorwaarden worden bereikt.

De in het kader van dit lid genomen besluiten en de resultaten van de controles worden aan de minister van Leefmilieu medegedeeld om vervolgens door de bevoegde overheid naar de EEG te worden doorgezonden.

§ 4. Elke nieuwe verbrandingsinstallatie voor huisvuil moet zodanig worden ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat er geen emissies in de lucht plaatsvinden die aan de grond significante luchtverontreiniging veroorzaken; in het bijzonder de lozing van afvalgassen moet op gecontroleerde wijze plaatsvinden via een schoorsteen.

De hoogte van de schoorsteen wordt zo berekend dat de volksgezondheid en het milieu worden beschermd.

Art. 5. Elke verbrandingsinstallatie voor huisvuil wordt met steunbranders uitgerust. Deze branders moeten automatisch in werking treden zodra de temperatuur van de verbrandingsgassen onder 850 °C komt. De steunbranders worden ook gebruikt bij het opstarten en stilleggen van de installatie om er zeker van te zijn dat gedurende deze verrichtingen en zolang het afval zich in de verbrandingskamer bevindt, de temperatuur permanent boven de minimumwaarde blijft.

Art. 6. In geval van storing van de zuiveringsinrichtingen mag de installatie in geen enkel geval onder dergelijke omstandigheden langer dan 8 uur ononderbroken werken en moet de gecumuleerde bedrijfstijd onder deze omstandigheden per jaar minder dan 96 uur bedragen.

In geval van technisch onvermijdelijke stopzettingen of van storing van de zuiveringsinrichtingen mag het stofgehalte in de lozingen in geen enkel geval meer bedragen dan 600 mg/Nm³ en moet aan alle andere gestelde voorwaarden, met name met betrekking tot de verbranding, worden voldaan.

Afdeling 4. — Emissiemetingen

Art. 7. Bij verbrandingsinstallaties voor huisvuil worden de volgende metingen verricht :

a) Concentraties van bepaalde stoffen in de verbrandingsgassen :

1) worden continu gemeten en geregistreerd : de concentraties van stofdeeltjes totaal, CO, zuurstof en HCl bij installaties met een nominale capaciteit van ten minste 1 ton/uur;

2) worden overeenkomstig artikel 15 periodiek gemeten :

— de in artikel 3 van dit besluit vermelde concentraties van zware metalen, HF en SO₂ bij installaties met een nominale capaciteit van ten minste 1 ton/uur;

— de concentraties van stofdeeltjes totaal, CO, zuurstof en HCl bij installaties met een nominale capaciteit van minder dan 1 ton/uur;

— de concentraties van organische verbindingen (uitgedrukt in koolstof totaal) voor alle installaties.

b) bedrijfsparameters :

1) de temperatuur van de vrijkomende gassen in de zone waar aan de in artikel 4, § 1, opgelegde voorwaarden wordt voldaan, alsmede het gehalte aan waterdamp van de verbrandingsgassen worden continu gemeten en geregistreerd. De continuumeting van het waterdampgehalte is niet nodig, op voorwaarde dat het verbrandingsgas voor de analyse van de emissies wordt gedroogd;

2) de tijd die de verbrandingsgassen op de in artikel 4, § 1, aangegeven minimumtemperatuur van 850 °C blijven, moet onder de meest ongunstige bedrijfsomstandigheden op passende wijze worden gecontroleerd en wel ten minste eenmaal bij de eerste ingebruikneming van de verbrandingsinstallatie.

§ 2. De resultaten van de in § 1 bedoelde metingen zijn betrokken op de volgende omstandigheden : temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, 11% zuurstof of 9% CO₂, droog gas.

Indien artikel 3, lid 2, wordt toegepast, kunnen zij echter betrokken zijn op de volgende omstandigheden : temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, 17% zuurstof, droog gas.

Art. 8. § 1. Bij continuumetingen van andere stoffen, die op grond van het bepaalde in artikel 7 moeten worden uitgevoerd :

a) voor CO : mag het uurgemiddelde in geen geval de overeenkomstige grenswaarde overschrijden. Daarnaast moet voor installaties met een nominale capaciteit van 1 ton/uur of meer ten minste 90% van alle metingen over een periode van 24 uur lager zijn dan 150 mg/Nm³;

b) voor andere stoffen :

1) mag het voortschrijdend zevendaagse gemiddelde van de gemeten concentraties van deze stoffen in geen geval de overeenkomstige grenswaarde overschrijden;

2) mag het daggemiddelde van de gemeten concentraties van deze stoffen in geen geval meer dan 30% hoger zijn dan de overeenkomstige grenswaarde.

Om die gemiddelde waarden te berekenen wordt slechts de tijd in aanmerking genomen waarin de installatie effectief in bedrijf is, opstarten en stilleggen meegerekend.

§ 2. Indien uitsluitend discontinue metingen zijn vereist, wordt geacht aan de emissiegrenswaarden te zijn voldaan indien de resultaten van elke reeks metingen die overeenkomstig de in artikel 15 opgestelde voorschriften zijn bepaald en vastgesteld, de emissiegrenswaarde niet overschrijden.

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen van toepassing op bestaande verbrandingsinstallaties voor huisvuil**Afdeling 1. — Principe*

Art. 9. Naast het vereiste krachtens het besluit van de Waalse Regering van 9 december 1993 betreffende de bestrijding van door industriële inrichtingen veroorzaakte verontreiniging wordt elke bestaande verbrandingsinstallatie voor huisvuil onderworpen :

1° in het geval van installaties met een nominale capaciteit van minder dan 6 ton afval per uur :

a) met ingang van 1 december 1995 tot 30 november 2000, aan de in de artikelen 10 tot 14 van dit besluit vastgestelde bepalingen.

b) met ingang van 1 december 2000, aan dezelfde voorwaarden als die welke in de artikelen 3 en 5 tot 8 voor nieuwe verbrandingsinstallaties met dezelfde capaciteit en in de artikelen 11 tot 15 zijn vastgesteld;

2° voor installaties met een nominale capaciteit van ten minste 6 ton afval per uur, met ingang van 1 december 1996, aan dezelfde voorwaarden als die welke in de artikelen 3 en 5 tot 8 voor nieuwe verbrandingsinstallaties met dezelfde capaciteit en in de artikelen 11 en 15 zijn vastgesteld.

Afdeling 2. — Emissiegrenswaarden

Art. 10. De hieronder genoemde grenswaarden die betrekking hebben op de volgende omstandigheden : temperatuur 273 (K), druk 101,3 kPa, 11% zuurstof of 9% CO₂, droog gas, zijn van toepassing op de in artikel 9, 1°, a), bedoelde installaties.

a) installaties met een nominale capaciteit van minder dan 6 ton afval per uur, maar van ten minste 1 ton per uur :

stofdeeltjes totaal 100

b) installaties met een nominale capaciteit van minder dan 1 ton afval per uur :

stofdeeltjes totaal 600

Bij installaties met een capaciteit van minder dan 1 ton/uur kunnen de emissiegrenswaarden betrekking hebben op een zuurstofgehalte van 17%. In dit geval mogen de concentratiewaarden niet hoger zijn dan die welke voor de installaties met een capaciteit van minder dan 1 ton/uur zijn vastgesteld, gedeeld door 2,5.

De bevoegde overheid kan op advies van de technische ambtenaar emissiegrenswaarden vaststellen voor verontreinigende stoffen die niet in lid 1 zijn vermeld, in verband met de samenstelling van het te verbranden afval en de kenmerken van de verbrandingsinstallatie. Die emissiegrenswaarden, met name voor dioxinen en furanen, moeten worden vastgesteld rekening houdende met de potentiële schadelijke gevolgen van de verontreinigende stoffen voor de volksgezondheid en het milieu en met de beste beschikbare technologieën.

Afdeling 3. — Werkingsvoorwaarden

Art. 11. § 1. Elke verbrandingsinstallatie voor huisvuil moet zodanig worden ontworpen, uitgerust en geëxploiteerd dat de bij de afvalverbranding vrijkomende gassen, na de laatste toevoer van verbrandingslucht, op een beheerste en homogene manier zelfs onder de meest ongunstige omstandigheden bij een zuurstofgehalte van ten minste 6% op een temperatuur van ten minste 850 °C worden gebracht :

— met ingang van 1 december 1995, gedurende ten minste 1/2 seconde voor de in artikel 9, 1°, bedoelde installaties;

— met ingang van 1 december 1996, gedurende ten minste twee seconden voor de in artikel 9, 2°, bedoelde installaties.

In geval van aanzienlijke technische problemen moet deze bepaling evenwel uiterlijk vanaf de vernieuwing van de ovens worden toegepast.

Het vastgestelde temperatuurniveau en zuurstofgehalte zijn minimumwaarden waaraan permanent moet worden voldaan wanneer de installatie in bedrijf is.

§ 2. Binnen de in § 1 respectievelijk voor elke categorie installaties vastgestelde termijnen moet elke bestaande installatie, wanneer zij in bedrijf is, de volgende voorwaarde in acht nemen : de concentratie van koolmonoxide (CO) in de verbrandingsgassen mag niet hoger zijn dan 100 mg/Nm³.

Deze grenswaarde heeft betrekking op de volgende omstandigheden : temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, 11% zuurstof of 9% kooldioxide CO₂, droog gas.

§ 3. De bevoegde overheid kan op advies van de technische ambtenaar van de in § 1 vastgestelde verbrandingsvoorwaarden afwijken als in verbrandingsoven of apparatuur voor de behandeling van verbrandingsgassen adequate technieken worden toegepast, op voorwaarde dat de emissieniveaus van polychloordibenzodioxinen (PCDD's) en polychloordibenzofuranen (PCDF's) overeenkomen met of lager zijn dan de niveaus die onder de in § 1 vastgestelde technische voorwaarden worden bereikt.

De in het kader van dit lid genomen beslissingen en de resultaten van de verrichte controles worden aan de minister van Leefmilieu medegedeeld om vervolgens door de bevoegde overheid naar de EEG te worden doorgezonden.

Art. 12. Bij een storing van de zuiveringsinrichtingen mag de installatie in geen enkel geval onder dergelijke omstandigheden langer dan 16 uur ononderbroken werken en moet de gecumuleerde bedrijfstijd onder deze omstandigheden per jaar minder dan 200 uur bedragen.

In geval van technisch onvermijdelijke stopzettingen of storing van de zuiveringsinrichtingen mag het stofgehalte in de lozingen in geen enkel geval meer bedragen dan 600 mg/Nm^3 en moet aan alle andere vastgestelde voorwaarden, met name met betrekking tot de verbranding, worden voldaan.

Afdeling 4. — Emissiemetingen

Art. 13. Bij de in artikel 9, 1°, a), bedoelde verbrandingsinstallaties voor huisvuil worden de volgende metingen verricht :

a) Concentraties van bepaalde stoffen in de verbrandingsgassen :

1) continu gemeten en geregistreerd worden : de concentraties van stofdeeltjes totaal, CO en zuurstof bij installaties met een nominale capaciteit van ten minste 1 ton/uur;

2) periodiek gemeten overeenkomstig artikel 15 worden de concentraties van stofdeeltjes totaal, zuurstof en CO bij installaties met een nominale capaciteit van minder dan 1 ton/uur;

b) bedrijfsparameters :

1) continu gemeten en geregistreerd wordt de temperatuur van de vrijkomende gassen in de zone waar aan de in artikel 11, § 1, opgelegde voorwaarden wordt voldaan;

2) de tijd die de verbrandingsgassen op de in artikel 11, § 1, aangegeven minimumtemperatuur van $850 \text{ }^\circ\text{C}$ blijven, moet onder de meest ongunstige bedrijfsomstandigheden op passende wijze worden gecontroleerd en wel ten minste eenmaal bij de eventuele heraanpassing van de installatie en in elk geval vóór 1 december 1995.

§ 2. De resultaten van de in § 1 bedoelde metingen zijn betrokken op de volgende omstandigheden : temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, 11% zuurstof of 9% CO_2 , droog gas.

Indien artikel 10, lid 2, wordt toegepast, kunnen zij echter betrokken zijn op de volgende omstandigheden : temperatuur 273 K, druk 101,3 kPa, 17% zuurstof, droog gas.

Art. 14. § 1. Bij continuumetingen van stoffen die op grond van het bepaalde in artikel 13 moeten worden uitgevoerd :

a) voor CO : mag het uurgemiddelde in geen enkel geval de overeenkomstige grenswaarden overschrijden;

b) voor stofdeeltjes totaal :

1) mag het voortschrijdend zevendaagse gemiddelde van de gemeten concentraties van deze stoffen in geen enkel geval de overeenkomstige grenswaarde overschrijden;

2) mag het daggemiddelde van de gemeten concentraties van deze stoffen in geen enkel geval meer dan 30% hoger zijn dan de overeenkomstige grenswaarde.

Voor de berekening van die gemiddelde waarden wordt alleen de tijd in aanmerking genomen waarin de installatie effectief in bedrijf is, opstarten en stilleggen meegerekend.

§ 2. Bij de periodieke metingen van stoffen die op grond van het bepaalde in artikel 13 moeten worden uitgevoerd :

a) voor CO : mag het uurgemiddelde in geen enkel geval de overeenkomstige grenswaarden overschrijden;

b) voor stofdeeltjes totaal : wordt geacht aan de emissiegrenswaarden te zijn voldaan indien de resultaten van elke reeks metingen die overeenkomstig de in artikel 15 opgestelde voorschriften zijn bepaald en vastgesteld, de emissiegrenswaarde niet overschrijden.

HOOFDSTUK IV. — *Controlemaatregelen*

Art. 15. De exploitant controleert de goede staat en werking van de installaties en van de zuiveringsinrichtingen. Die controle vindt ten minste eenmaal per jaar plaats.

De periodieke monsternemingen en metingen van de emissies van de installaties worden verricht door laboratoria of instellingen die worden erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 december 1966 betreffende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en instellingen die belast zijn met de monsternemingen, ontledingen, proeven en onderzoeken in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging. De bevoegde overheid legt de periodiciteit van die monsternemingen en metingen op.

De geldigheid van aan de hand van continue metingen verrichte luchtmissiemetingen wordt gecontroleerd door laboratoria en instellingen die worden erkend overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 december 1966 betreffende de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de laboratoria en instellingen die belast zijn met de monsternemingen, ontledingen, proeven en onderzoeken in het kader van de bestrijding van de luchtverontreiniging. Die controle vindt ten minste eenmaal per jaar plaats.

HOOFDSTUK V. — *Sloibepalingen*

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 december 1993.

De Voorzitter van de Regering belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAEELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 94 — 558

[C — 27116]

10 FEVRIER 1994. — **Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 34 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et déterminant les conditions de destruction du sanglier par les occupants et leurs gardes assermentés**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 2 octobre 1985 portant exécution de l'article 34 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse et déterminant les conditions de destruction du sanglier par les occupants et leurs gardes assermentés, tel qu'il a été complété par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 mars 1992;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe d'éviter au plus tôt les dommages importants causés par les sangliers à certaines cultures en accordant à l'occupant la possibilité supplémentaire de détruire cet animal par affût nocturne;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. En Région wallonne, pour le tir du sanglier par les occupants et leurs gardes assermentés, au sens de l'article 34 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, il est interdit :

1° d'utiliser des projectiles autres que la balle;

2° de faire usage de chiens;

3° de se faire assister par un ou plusieurs traqueurs ou rabatteurs;

4° de se servir de tous les engins ou appâts facilitant la destruction du sanglier. L'utilisation du mirador est autorisée;

5° de pratiquer le tir depuis une heure après le coucher du soleil jusqu'à une heure avant le lever du soleil, ainsi que pendant les périodes de fermeture de la chasse au sanglier, fixées en application de l'article 1er de la loi précitée;

6° de pratiquer le tir sans avertissement préalable de l'ingénieur des eaux et forêts du ressort ainsi que de l'éventuel titulaire du droit de chasse sur le territoire à défendre;

7° de pratiquer le tir sans être détenteur d'un certificat d'assurance visé à l'article 4 de l'arrêté royal du 15 juillet 1963 portant assurance obligatoire de la responsabilité civile en vue de l'obtention d'un permis de port d'armes de chasse ou d'une licence de chasse.

Toute personne qui procède à la destruction doit être porteuse de ce certificat et l'exhiber à toute réquisition des agents repris à l'article 24 de la loi du 28 février 1882 sur la chasse.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 1er du présent arrêté, l'agriculteur occupant pourra pour la destruction du sanglier faire appel au titulaire du droit de chasse muni d'un permis de port d'armes de chasse, sur les terrains concernés, pour les cultures suivantes :

— toutes les cultures de céréales;

— pommes de terre;

— prairies de fauche et pâturées.